

FLN

La révolte des ministres

Les élections législatives du 17 mai prochain ravivent le conflit d'avant les présidentielles d'avril 2004 à l'intérieur du FLN. Il y a, certes, ce qui relève de l'ambition individuelle, mais pas seulement...

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - En fait, cette échéance électorale a fait reconstituer les deux clans dans leur configuration initiale : d'un côté les probouteflika, de l'autre les probenflis. La désignation, déjà, de la liste des superviseurs de wilaya pour les élections du 17 mai a provoqué une violente prise de bec entre deux membres de l'actuelle direction. Le président de l'APN, Amar Saïdani, et Abdelkrim Abada ont en effet eu "une explication assez bruyante au siège du parti sis à Hydra. "Vous avez perdu les élections (présidentielles, ndlr) et tu oses encore manipuler les listes !" lançaient crûment Saïdani à son homologue de l'instance exécutive,

affirme-t-on de source proche de la direction. C'est, vraisemblablement, pour tenter de contenir la crise que le secrétaire général du parti Abdelaziz Belkhadem a réuni, lundi en début de soirée, "les superviseurs de wilaya", une instance composée des cadres du FLN. Une réunion que Belkhadem a tenu à présider en la présence de la presse et où le discours aura été de nature apaisante et ferme.

"Il n'y a qu'un seul enjeu à l'occasion de ces élections : la victoire du FLN et rien d'autre (...). Face à un tel enjeu, l'ambition individuelle quand bien même légitime n'est d'aucune importance."

N'empêche, le fossé est trop grand et les blessures

occasionnées par le duel des années 2003-2004 non encore cicatrisées pour que "l'unité des rangs", ce vieux slogan si cher au FLN, soit à la veille de l'échéance législative. Pour preuve, la réunion des superviseurs sera suivie, de suite, par un autre conclave, à huis clos celui-là. Il a concerné le ministre du parti et quelques "redresseurs" de premier plan comme Amar Saïdani.

"Il est hors de question à ce que ceux qui étaient contre le président avant 2004 figurent sur la liste du parti", prévenaient les ministres FLN s'adressant à leur SG et néanmoins chef du gouvernement. "On en est plus à ce genre de confrontation", aurait répliqué Belkhadem dans une tentative de contenir les ardeurs. Mais la détermination d'en face était très forte. "Oui,

mais il ne faut pas perdre de vue que d'autres élections présidentielles pointent à l'horizon. 2009 n'est pas loin", argumente un ministre FLN. Hier encore, les ministres de l'ex-parti unique ont profité de la tenue d'un Conseil de gouvernement pour revenir à la charge. Sans pour autant faire revenir Belkhadem sur sa décision et ses choix. "La colère des membres du gouvernement est très vive mais Belkhadem n'a pas vraiment le choix. Il ne faut pas perdre de vue que l'équipe de Benflis contrôle presque entièrement la base." D'ailleurs, les réactions n'ont pas tardé à provenir de l'intérieur du pays. Lundi, le superviseur désigné pour la wilaya de Khenchela était violemment contesté par pas moins de treize kasmas (communes, ndlr) locales...

K. A.

NOURIA HAFSI A CONSTANTINE

«Nous militons pour promouvoir la femme électrice en élue»

«Je me bats pour qu'il y ait un maximum de femmes sur les listes électorales car nous en avons marre de faire la campagne pour les hommes. Il est impossible d'influer sur le vote des hommes avec un taux de représentativité de l'ordre de 4 % à l'APN».

C'est ce qu'a déclaré Mme Nouria Hafi, secrétaire générale de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA), en marge de la conférence régionale sur les droits de la femme, organisée hier à Constantine, placée sous le signe «droits de la femme, de la parole à l'acte» et qui vise, selon Mme Hafi, à sensibiliser les femmes sur leurs droits, reconnus dernièrement dans le cadre de l'amendement du code de la famille et notamment en ce qui concerne les dispositions des articles portant droit au logement pour la femme qui garde des enfants et le divorce abusif.

Mme Hafi qui a affirmé que la situation de la femme en Algérie n'a pas beaucoup évolué, a indiqué, dans le même contexte, qu'il est très difficile de placer des femmes sur les listes électorales. «Il faut qu'il y ait une volonté politique pour permettre à la gent féminine d'intégrer la scène politique. Des décisions doivent être prises au niveau des instances dirigeantes des partis pour

qu'ils accordent des quotas représentatifs aux femmes lors du tri des candidatures», a-t-elle suggéré. A propos de la position de l'UNFA à la veille des élections législatives du 17 mai, Mme Hafi a expliqué que l'organisation est divisée en deux principales tendances à savoir le FLN et le RND avec une minorité d'obédience MSP dans l'Ouest du pays, mais l'essentiel est de militer pour promouvoir la femme du statut d'électrice au rang d'élue indépendamment de sa couleur. «Personnellement, je défendrai les intérêts du RND. Mais, j'ai exhorté les militantes de l'UNFA d'aller arracher des places là où elles se situent politiquement», a-t-elle dit.

Et d'ajouter qu'elle n'a pas encore pris une décision définitive pour présenter sa candidature aux législatives du 17 mai en précisant qu'en cas de participation, elle présentera sa candidature à Saïda, sa wilaya d'origine. «Je vais discuter de ce sujet avec mon chef d'abord», lance-t-elle. Sur un autre chapitre, la SG de l'UNFA a appelé la société civile à s'impliquer davantage dans le combat féminin parce que, à ses yeux, il reste beaucoup à faire pour la femme algérienne au vu de sa situation précaire aggravée par la pauvreté et l'ignorance, surtout dans les milieux ruraux. «Elle est pauvre, ignorante et ne connaît pas

ses droits», a-t-elle résumé. Insistant sur la promotion sociale de la femme, Mme Hafi dira : «Au sein des structures de notre organisation, nous essayons par des petits crédits d'aider les femmes à monter des projets et leur donner de l'assistance technique afin d'aller de l'avant», dira-t-elle. En conclusion, elle soulignera la nécessité de la mise en place de mécanismes fiables pour pouvoir appliquer strictement les lois de la République, qui sont positives pour la femme, selon Mme Hafi. Et de constater que c'est l'incompréhension de la société algérienne, patriarcale par excellence, vis-à-vis des besoins de la femme qui est à l'origine de toutes les douleurs de celle-ci et citera l'exemple du certificat de virginité pour faire observer les difficultés qu'endure le combat de la femme algérienne.

En reconnaissant que «le tuteur» est une bonne chose, voire indispensable dans la vie de la femme en Algérie, elle a soutenu que notre société est scellée par l'extrémisme religieux. «Nous, les femmes algériennes, n'avons jamais contrarié les principes de la charia islamique. L'histoire de l'Algérie est marquée par les sacrifices de la femme et personne ne peut lui renier sa droiture lors des moments difficiles».

Lyas Hallas

VISITE D'UNE DELEGATION ALGERIENNE EN FRANCE

Renouvellement de l'accord de partenariat dans le domaine de l'eau

Demain sera signé à Gisors (en France) le renouvellement de l'accord de jumelage conclu le 1er décembre 2003 entre l'Agence de Bassin hydrographique de l'Algois et l'Agence française Seine Normandie. Cette dernière est un établissement public français. Elle couvre un territoire de 8 régions qui s'étend de la Basse-Normandie à la Champagne-Ardenne et à la Picardie au centre. La signature de cet accord de partenariat réunira M. Lounis Maouche, directeur de la planification et des affaires économiques au ministère algérien des Ressources en eau et également président du conseil d'administration de l'agence algéroise, et M. Mekki

Abrouk, directeur général de l'ABHA. Les deux responsables sont les invités de M. Guy Fradin, directeur de l'agence de l'Eau Seine Normandie (AESN).

Le premier accord de jumelage, objet de l'accord de renouvellement, a permis de mettre en place une réelle coopération sur «la gouvernance par bassin, la communication et l'éducation à l'eau, la gestion des données et le droit de redevances».

Dans ce cadre-là, et depuis 2003, une dizaine d'expertises ont été conduites à Alger par l'agence française. Parallèlement, des missions et stages des deux côtés de la Méditerranée ont été mises en œuvre

De notre bureau de Paris
Khadidja Baba-Ahmed

par le programme européen «Twinbasin». L'accord de renouvellement établit un programme de partenariat sur la période 2007-2009 et portera sur la perception des redevances, l'état des milieux aquatiques, les systèmes d'information géographique et la communication relative à l'eau». La délégation algérienne rencontrera au cours de son séjour parisien Mme Nelly Ollin, ministre de l'Ecologie, de l'Environnement et du Développement durable.

K. B.-A.

A LA VEILLE DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

L'Algérie se dote d'un Conseil national de la famille et de la femme

C'est aujourd'hui que sera installé, à Alger, le Conseil national de la famille et de la femme. Il est le fruit d'un travail de réflexion de plusieurs mois mené par le ministre délégué à la Famille et à la Condition féminine. Treize départements ministériels, des organisations des droits de l'homme, le Conseil national économique et social, ainsi que d'autres parties seront représentées dans ce conseil.

C'est ce qu'a révélé hier, Mme Nouara Saadia Djaâfar, ministre déléguée, chargée de la Famille et de la Condition féminine. Invitée à l'émission «Tahaoulet», de la radio chaîne 1, elle profite de la célébration de la Journée internationale de la femme pour annoncer la naissance de cette structure, combien importante pour la promotion des droits de la femme et de l'enfance. Ce Conseil, dira-t-elle, permettra d'élaborer, sur la base des données déjà récupérées et des enquêtes en phase d'achèvement, une politique nationale de la famille. Car il est important de signaler que les mutations enregistrées ces dernières années, sur la société, en général, et sur la cellule familiale, en particulier, renversent leurs effets négatifs sur la stabilité de la famille. Secouée par la décennie noire, l'Algérie a vu la montée de la violence dans la société, faisant même de ce phénomène un tabou, pour ne pas accentuer les traumatismes.

Seulement, grâce à un travail remarquable du mouvement associatif féminin, les langues se délient et les victimes de violences sont de plus en plus nombreuses à dénoncer la violence, sous tous ses aspects. Sans nul doute, l'enquête sur les violences à l'égard des femmes, dont les résultats alarmants ont été exposés dernièrement, a contribué à casser le tabou. D'ailleurs une des premières recommandations de cette enquête vient d'être prise en charge, à savoir la mise en place de deux numéros verts. Un a été installé au niveau du ministère de la Solidarité et de l'Emploi et l'autre au ministère délégué à la Famille et à la Condition féminine. Prenant conscience et connaissance de la place de la femme dans l'économie nationale, le gouvernement a ainsi «corrigé» sa politique envers cette catégorie de la société, d'autant plus que la Constitution garantit et assure l'égalité des sexes. Mme Nouara Djaâfar a aussi évoqué à cette occasion la représentativité de la femme au Parlement. Avec un taux de 6,8 %, la femme algérienne reste en marge du cercle décisionnel. La responsabilité incombe, selon la ministre, aux partis politiques qui ont marginalisé le rôle de la femme.

Comme défendu par d'autres parlementaires, Mme Nouara Djaâfar insiste sur le système de quotas réservés aux femmes au Parlement, comme alternative, à présent, pour renforcer leur présence dans cette institution. Parler de la femme, va, de toute évidence mener la réflexion également sur l'enfant. L'invitée de la radio a insisté, hier, sur la réflexion menée par son département sur la stratégie de l'enfance. Une stratégie qui implique plusieurs ministères, qui chacun mène, de son côté un programme relatif à l'enfance, dans son secteur. Une fois établis, tous ces programmes feront l'objet d'une évaluation et d'analyse, pour élaborer, en définitive, le plan national pour la promotion de l'enfance. Une Conférence nationale sur le thème sera bientôt organisée, avec l'implication de la société civile.

Rosa Mansouri

SALON INTERNATIONAL EVE 2007

Un hommage aux femmes de toutes les générations

La femme sera à l'honneur cette semaine lors du Salon international de la femme Eve 2007. La manifestation, organisée par World Trade Center Algeria, en collaboration avec la Safex, rendra hommage aux femmes de toutes les générations l'espace de quatre jours d'exposition. Du 6 au 9 mars, une soixantaine d'exposants dont des nationaux et huit représentants de sociétés étrangères proposeront aux visiteurs des produits allant de l'ameublement aux produits de beauté et d'hygiène ainsi que la confection. Hier dès l'ouverture du salon, les visiteurs en majorité des femmes sont venus découvrir les produits exposés et destinés aussi bien à la jeune fille, à la femme qu'aux enfants. Toutefois, l'attraction sera certainement le défilé de mode prévu lors de cette rencontre et dont les derniers retouches étaient données hier. Sont également programmés des shows de coiffure et d'esthétique. Le salon est organisé à l'occasion du 8 Mars, Journée internationale de la femme.

F. Z. B.